

Situation Mensuelle de l'Etat



Mai 2012



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Tableau des flux de trésorerie	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	19
Dette financière de l'Etat	20
Notes méthodologiques	21



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -69,6 milliards €

Le solde d'exécution budgétaire à fin mai 2012 s'élève à -69,6 milliards € contre -68,4 milliards € à fin mai 2011 à périmètre constant. Cette variation (-1,2 milliard €) est due à des recettes en

progression et à l'amélioration du solde des comptes spéciaux. Toutefois, les dépenses enregistrent depuis le début de l'année, un rythme de comptabilisation plus soutenu que l'an passé.

Dépenses du budget général (hors R&D*) : 126,7 milliards €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5 milliards € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public du premier et du second degré ;

✓ **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,7 milliards € dont 2,6 milliards € pour le programme « Handicap et dépendance » (versement de l'allocation pour adultes handicapés) ;

✓ Mission **Défense** : 2,6 milliards € dont 1,9 milliard € concernant le programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Ecologie, développement et aménagement durables** : 1,3 milliard € dont 1 milliard € consacré au programme « Infrastructures et services de transports » ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,1 milliard € partagé entre les programmes « Police nationale » pour 0,8 milliard € et « Gendarmerie nationale » pour 0,3 milliard €.

Les dépenses nettes à fin mai 2012 s'élèvent à 126,7 milliards € contre 121 milliards € à fin mai 2011 à périmètre constant. Ce rythme plus soutenu de comptabilisation concerne surtout les dépenses d'intervention (+3,4 milliards €) et de fonctionnement (+0,9 milliard €).

Recettes du budget général (hors R&D) : 78,4 milliards €

Les principales recettes du mois (hors R&D) :

TVA : 9,7 milliards € ;

Impôt sur le revenu : 8,7 milliards € (notamment dus à l'encaissement du 2nd acompte provisionnel) ;

Dividendes et recettes assimilées : 1,3 milliard € ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,1 milliard € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -6,8 milliards € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,4 milliard €.

Recettes fiscales (hors R&D) : 105,7 milliards €

Elles s'élevaient à 103,7 milliards € à périmètre constant à fin mai 2011. Cette progression est essentiellement due à l'augmentation de l'IR et de la TVA. On note ce mois-ci, outre les recettes

présentées ci-dessus, la comptabilisation de la taxe sur les installations nucléaires de bases pour 0,6 milliard €.



Recettes non fiscales : 4,9 milliards €

Les recettes non fiscales à fin mai 2012 s'élèvent à 4,9 milliards € contre 4,3 milliards € en 2011. Cet écart s'explique, notamment, par la recette exceptionnelle (1,3 milliard €), enregistrée cette année, relative à la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine.

On constate également ce mois-ci, la comptabilisation de 1,3 milliard € de dividendes et recettes assimilées, de 0,3 milliard € de produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence et 0,1 milliard € correspondant au paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires (cf. focus sur l'actualité).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -32,8 milliards €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à fin mai 2012 à -32,8 milliards € contre -31,8 milliards € à fin mai 2011.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -21,2 milliards €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,2 milliards € et des recettes pour 3,8 milliards €. Le compte « **Financement national du**

développement et de la modernisation de l'apprentissage » comptabilise des recettes pour 0,5 milliard €.

Au 31 mai 2012, le solde des comptes spéciaux s'établit à -21,2 milliards € contre -24,4 milliards € à mai 2011. Cet écart s'explique essentiellement par l'amélioration des soldes des comptes de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (+2,2 milliards €) et « Prêts à des Etats étrangers » (+4,1 milliards €) suite au prêt à la Grèce en 2011, en partie compensée par l'évolution du solde du compte « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » suite au remboursement en 2011 du prêt consenti au secteur automobile en 2009 (-3,9 milliards €).

Dettes financières de l'Etat au 31 mai : 1 373,5 milliards €

Les flux significatifs enregistrés depuis le début de l'année concernent les OAT (émissions nettes de 39,1 milliards €) et les BTAN (émissions nettes de 16,5 milliards €).



☞ Compte de commerce « Gestion des actifs carbone de l'Etat »

Afin de faciliter l'atteinte de son objectif de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (GES), fixé dans le cadre du protocole de Kyoto, l'Union européenne a mis en place un marché de quotas d'émissions de dioxyde de carbone qui a débuté en janvier 2005. La directive 2003/87/CE impose aux Etats membres de présenter un plan national d'affectation des quotas précisant la quantité totale de quotas qu'ils ont l'intention d'allouer pour la période considérée et la manière dont ils se proposent de les répartir entre les installations.

Créé par la loi de finances rectificative du 30 décembre 2008, le compte de commerce « Gestion des actifs

carbone de l'Etat » retrace en dépenses, les achats de quotas d'émission de GES notamment au sein du système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE) et en recettes, les produits résultant de la vente de ces quotas.

Ce compte permet notamment d'abonder en quotas d'émission de GES, la réserve destinée aux nouveaux entrants (nouvelles installations) dans le cadre du plan national d'affectation des quotas pour la période 2008-2012. Ainsi l'Etat a procédé, ce mois-ci, à l'achat de quotas européens d'émissions de gaz à effet de serre pour 0,1 milliard € comptabilisé en dépenses du compte de commerce.

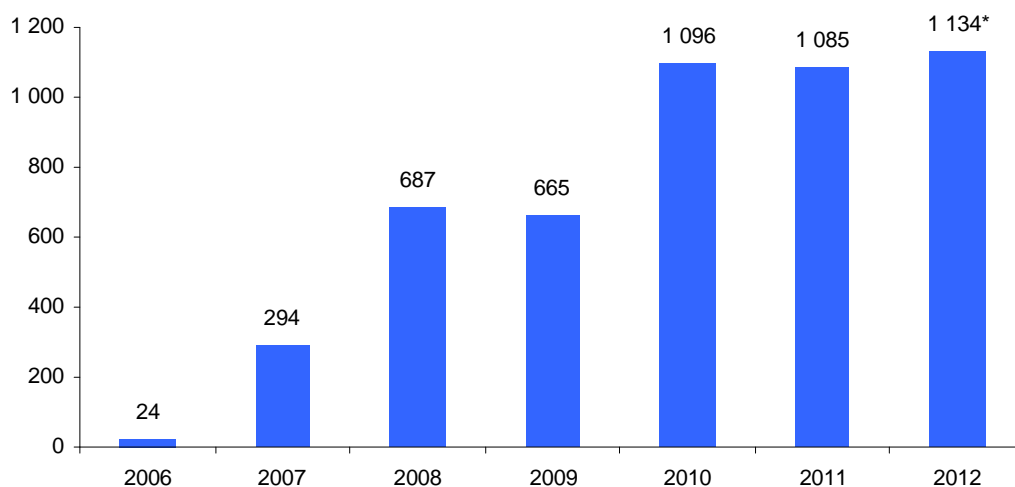
☞ Loyers budgétaires

Expérimenté en 2006 et généralisé en 2010, le dispositif des loyers budgétaires vise à distinguer l'Etat propriétaire et les administrations occupantes mais également à sensibiliser ces administrations au coût de leur occupation et ainsi les inciter à optimiser les surfaces dont elles disposent. Elles doivent donc payer un « loyer budgétaire » qui représente le coût d'immobilisation du bien occupé. Ce loyer est indexé sur l'indice du coût de la construction et peut également intégrer d'autres critères liés à la nature du bien ou à la pratique sur le marché. En contrepartie, les

administrations reçoivent une dotation correspondant au montant de ce loyer. Mais celle-ci, contrairement au loyer, n'est pas revalorisée chaque année, les administrations occupantes sont donc incitées à rationaliser le patrimoine immobilier afin de limiter l'augmentation de leur loyer et ainsi d'améliorer la qualité et le coût du service public.

Les loyers sont comptabilisés en recettes non fiscales en produits du domaine de l'Etat et s'élèvent à 0,4 milliard € à fin mai 2012.

Montants annuels des loyers budgétaires comptabilisés depuis leur mise en place (en millions €)



* prévision en loi de finances



	Mai	Cumul à fin mai		Renvoi Page	
	2012	2012	2011 retraité 2011 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-9 659	-69 559	-68 409	-68 370	6
Dépenses du budget général (hors R et D)	17 614	126 708	121 046	120 927	6
Recettes du budget général (hors R et D)	11 957	78 389	77 053	76 973	6
Principales recettes fiscales (hors R et D)					
- IR	8 707	28 966	28 135	28 135	
- IS	-3 764	7 598	7 996	7 996	
- TVA	9 736	55 514	55 458	55 365	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 002	-21 240	-24 416	-24 416	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Variation de trésorerie	-3 563	-53 743			18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	905	84 016			19
Dette financière de l'Etat	17 740	1 373 478			20



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Dépenses de personnel	9 374	49 800	49 687	49 948
Dépenses de fonctionnement	1 933	20 273	19 393	19 082
Charges de la dette de l'Etat	0	19 134	19 043	19 043
Dépenses d'investissement	272	4 887	4 319	4 319
Dépenses d'intervention	6 010	30 933	27 522	27 453
Dépenses d'opérations financières	25	684	64	64
Total des dépenses (hors R et D) (I)	17 614	126 708	121 046	120 927
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	17 788	105 701	103 700	103 618
Recettes non fiscales	2 069	4 921	4 334	4 337
Prélèvements sur recettes	-8 244	-32 776	-31 801	-31 801
Fonds de concours	344	543	819	819
Total des recettes (hors R&D II)	11 957	78 389	77 053	76 973
Total des recettes (hors R et D, prélèvements sur recettes)	20 201	111 165	108 854	108 774
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-5 657	-48 319	-43 993	-43 954
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-333	1 502	513	513
Solde des comptes de concours financiers	-3 523	-22 516	-25 184	-25 184
Solde des comptes de commerce	-83	-143	234	234
Solde des comptes d'opérations monétaires	80	78	700	700
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (D)	-4 002	-21 240	-24 416	-24 416
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (F = C + D + E)	-9 659	-69 559	-68 409	-68 370



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin mai		
	Mai	2012	2011 retraité	2011 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 374	49 800	49 687	49 948
Rémunérations d'activité	5 773	29 200	29 283	29 430
Cotisations et contributions sociales	3 524	20 271	19 973	20 086
Prestations sociales et allocations diverses	77	329	430	432
AUTRES TITRES	8 240	76 908	71 359	70 979
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	1 933	20 273	19 393	19 082
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 550	7 660	6 462	6 471
Subventions pour charges de service public	383	12 613	12 931	12 611
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	0	19 134	19 043	19 043
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	0	19 134	19 043	19 043
Titre 5 - Dépenses d'investissement	272	4 887	4 319	4 319
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	177	4 127	3 638	3 638
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	95	760	681	681
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 010	30 933	27 522	27 453
Transferts aux ménages	3 068	13 644	12 111	12 111
Transferts aux entreprises	539	3 872	3 652	3 615
Transferts aux collectivités territoriales	505	3 315	2 259	2 236
Transferts aux autres collectivités	1 898	10 102	9 477	9 467
Appels en garantie	0	0	24	24
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	25	684	64	64
Prêts et avances	3	11	14	14
Dotations en fonds propres	10	95	50	50
Dépenses de participations financières	12	578	0	0
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	17 614	126 708	121 046	120 927



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2012		Cumul à fin mai 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	173	223	1 595	1 268	1 200
Action de la France en Europe et dans le monde	121	136	795	748	717
Diplomatie culturelle et d'influence	32	66	583	341	336
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	21	216	165	144
Présidence française du G20 et du G8	0	0	1	14	3
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	230	196	1 107	1 013	985
Administration territoriale	148	135	693	660	654
Vie politique, culturelle et associative	32	13	119	91	96
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	50	48	295	262	235
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	341	98	2 220	1 431	1 375
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	252	15	1 454	747	680
Forêt	2	1	260	200	192
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	41	39	217	201	201
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	46	43	289	283	302
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	84	143	1 166	1 486	1 479
Aide économique et financière au développement	2	115	333	726	696
Solidarité à l'égard des pays en développement	82	28	833	759	780
Développement solidaire et migrations	0	0	0	1	3
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	72	18	2 294	2 240	1 432
Liens entre la Nation et son armée	8	7	42	39	52
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	5	4	2 164	2 164	1 332
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	59	7	88	37	48
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	44	43	259	253	232
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	28	27	135	135	119
Conseil économique, social et environnemental	0	0	37	37	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	16	16	87	81	75
CULTURE	160	155	1 267	847	901
Patrimoines	53	49	366	238	230
Création	33	36	430	224	298
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	74	70	471	385	373
DEFENSE	2 429	2 576	14 227	17 290	16 462
Environnement et prospective de la politique de défense	175	224	740	769	691
Préparation et emploi des forces	1 954	1 915	9 971	10 080	9 691
Soutien de la politique de la défense	307	319	1 427	1 129	907
Equiperment des forces	-7	118	2 089	5 312	5 173
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	88	86	421	387	273
Coordination du travail gouvernemental	45	40	214	201	155
Protection des droits et libertés	5	6	32	34	30
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	38	40	175	152	88
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	1 108	1 330	5 452	4 774	3 857
Infrastructures et services de transports	759	993	2 669	2 369	1 609
Sécurité et circulation routières	3	2	14	9	3
Sécurité et affaires maritimes	12	13	97	51	43
Météorologie	0	0	152	102	98
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	23	31	180	111	79
Information géographique et cartographique	0	0	70	47	40
Prévention des risques	13	9	95	69	61
Energie, climat et après-mines	2	3	536	399	330
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	296	279	1 639	1 617	1 594



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2012		Cumul à fin mai 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	203	146	830	632	599
Développement des entreprises et de l'emploi	130	72	521	348	325
Tourisme	1	1	33	16	14
Statistiques et études économiques	57	59	204	200	191
Stratégie économique et fiscale	15	14	72	68	69
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	65	65	19 464	19 464	19 437
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	19 134	19 134	19 043
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	24
Epargne	65	65	330	330	370
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité (1)	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	4 991	4 990	26 789	26 830	26 587
Enseignement scolaire public du premier degré	1 519	1 524	7 639	7 636	7 603
Enseignement scolaire public du second degré	2 490	2 486	12 492	12 473	12 430
Vie de l'élève	211	205	2 072	1 989	1 906
Enseignement privé du premier et du second degrés	524	532	3 246	3 220	3 202
Soutien de la politique de l'éducation nationale	160	153	936	897	881
Enseignement technique agricole	87	90	404	615	565
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	938	875	5 031	4 764	4 544
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	693	659	3 657	3 477	3 358
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	24	16	82	76	80
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	58	48	387	342	301
Facilitation et sécurisation des échanges	146	122	750	705	677
Entretien des bâtiments de l'Etat	11	13	70	50	21
Fonction publique	6	17	85	114	107
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	55	30	209	145	137
Immigration et asile	51	23	184	127	124
Intégration et accès à la nationalité française	4	7	25	18	13
JUSTICE	577	603	4 297	2 841	2 785
Justice judiciaire	237	237	2 261	1 127	1 069
Administration pénitentiaire	240	249	1 121	1 102	1 080
Protection judiciaire de la jeunesse	55	73	358	314	328
Accès au droit et à la justice	15	19	215	211	207
Conduite et pilotage de la politique de la justice	30	25	341	86	100
Conseil supérieur de la magistrature (1)	0	0	1	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	28	11	919	378	395
Presse	12	11	154	96	83
Livre et industries culturelles	16	0	201	100	106
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	423	111	108
Action audiovisuelle extérieure	0	0	141	71	98
OUTRE-MER	34	55	1 422	678	568
Emploi outre-mer	14	14	1 110	427	413
Conditions de vie outre-mer	20	41	312	251	155
POLITIQUE DES TERRITOIRES	15	25	44	78	46
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	13	23	26	70	44
Interventions territoriales de l'Etat	2	2	18	8	2
POUVOIRS PUBLICS	0	0	998	998	1 018
Présidence de la République	0	0	109	109	112
Assemblée nationale	0	0	518	518	534
Sénat	0	0	324	324	328
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	32
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2012		Cumul à fin mai 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	175	473	16 801	12 741	12 792
Formations supérieures et recherche universitaire	114	96	6 222	6 061	5 825
Vie étudiante	12	178	1 401	1 199	1 231
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	13	83	4 872	2 745	2 736
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	0	1 240	620	618
Recherche spatiale	0	0	1 335	912	923
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	0	14	733	534	730
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	12	79	538	441	471
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	183	61	63
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	104	28	58
Enseignement supérieur et recherche agricoles	24	23	173	140	138
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	190	296	4 648	3 191	2 745
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	12	50	3 044	1 989	1 886
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	738	336	316
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	178	178	866	866	543
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	772	334	1 457	1 017	985
Concours financiers aux communes et groupements de communes	129	58	305	248	263
Concours financiers aux départements	185	122	220	137	106
Concours financiers aux régions	364	90	641	367	391
Concours spécifiques et administration	94	64	291	265	224
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	9 788	9 589	36 052	35 975	35 345
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	9 450	9 251	34 464	34 396	32 957
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	338	338	1 588	1 579	2 388
SANTE	26	99	993	470	470
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	26	87	438	279	278
Protection maladie	0	12	555	191	192
SECURITE	1 428	1 100	7 365	6 776	6 644
Police nationale	805	766	3 845	3 815	3 629
Gendarmerie nationale	623	334	3 520	2 961	3 015
SECURITE CIVILE	38	21	109	120	121
Intervention des services opérationnels	12	14	60	62	79
Coordination des moyens de secours	26	7	49	58	42
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	120	2 712	11 299	7 113	6 313
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	0	0	379	331	0
Actions en faveur des familles vulnérables	26	22	116	84	65
Handicap et dépendance	12	2 581	9 840	5 879	5 469
Egalité entre les hommes et les femmes	2	3	5	4	2
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	80	106	959	815	778



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2012		Cumul à fin mai 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	19	17	323	187	142
Sport	16	14	164	105	97
Jeunesse et vie associative	3	3	159	82	45
TRAVAIL ET EMPLOI	470	749	5 876	4 039	3 418
Accès et retour à l'emploi	356	655	3 065	2 234	2 397
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	57	31	2 453	1 475	725
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	6	44	35	26
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	56	57	314	295	270
VILLE ET LOGEMENT	100	141	6 244	3 257	3 103
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	65	92	618	399	294
Aide à l'accès au logement	0	0	5 142	2 602	2 526
Développement et amélioration de l'offre de logement	35	48	99	139	30
Politique de la ville et du Grand Paris	0	1	385	117	253
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	24 761	27 199	181 178	162 683	156 391

(1) Programme crée en 2012



	Mois	Cumul à fin mai		
	Mai	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	8 786	29 414	28 856	28 856
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	327	1 661	1 715	1 715
Impôt sur les sociétés (C)	764	18 195	17 470	17 470
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	494	2 965	2 646	2 646
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	39	259	223	223
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	356	2 035	1 369	1 369
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	14	3	3
Impôt de solidarité sur la fortune	48	239	197	197
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	12	15	13	13
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	12	52	187	187
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	6	6	6
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	8	8	8
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	7	44	31	31
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	1	2	2
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (1)	1	1	11	11
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	-9	208	474	474
Recettes diverses	23	83	122	122
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (1) (E)	1 098	5 358	5 536	5 546
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 079	77 103	75 856	75 763
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 829	6 980	6 967	6 967
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	34	244	181	181
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	73	79	79
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	3	59	59
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	102	501	530	530
Mutations à titre gratuit par décès	527	2 771	2 661	2 661



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€.	Mai	2012	2011 retraité
Autres conventions et actes civils	31	193	155	155
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	23	157	117	117
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	6	33	54	54
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	10	58	61	61
Timbre unique	34	183	106	106
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	32	187	189	189
Autres droits et recettes accessoires	0	2	2	2
Amendes et confiscations	2	15	106	106
Taxe générale sur les activités polluantes	100	259	233	233
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	9	0	0
Contribution Carbone	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	12	59	66	66
Autres droits et recettes à différents titres	1	1	12	12
Taxe sur les achats de viande	12	37	45	45
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	23	25	25
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	20	21	21
Taxe sur certaines dépenses de publicité	3	29	27	27
Taxe de l'aviation civile	0	19	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	579	579	804	804
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	1	1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	142	757	776	776
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	71	292	292	292
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	2	134	138	138
Prélèvements sur les paris sportifs	9	46	40	40
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	5	28	27	27
Redevance sur les paris hippiques en ligne	1	31	42	42
Taxe sur les transactions financières (2)	0	0	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	0	17	34	34
Autres taxes	72	220	84	84
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	27 377	141 676	139 045	138 963
TOTAL RECETTES FISCALES (hors remb. et dégrèv.)	17 788	105 701	103 700	103 618

(1) changement de libellé en 2012

(2) création en 2012



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin mai		
	Mai	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Dividendes et recettes assimilées (A)	1 256	1 288	2 374	2 374
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	877	877	1 560	1 560
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	11	11	94	94
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	368	400	720	720
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	185	1 966	376	379
Revenus du domaine public non militaire	19	91	93	93
Autres revenus du domaine public	7	56	75	75
Revenus du domaine privé	5	19	31	31
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	13	1 333	13	13
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	120	442	160	163
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	21	21	1	1
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	0	4	3	3
Produits de la vente de biens et de services (C)	116	397	394	394
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	36	144	145	145
Autres frais d'assiette et de recouvrement	60	221	218	218
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	20	26	24	24
Autres recettes diverses	0	5	6	6
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	40	211	439	439
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	1	132	106	106
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2	10	9	9
Intérêts des autres prêts et avances	0	26	287	287
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	29	29	24	24
Autres avances remboursables sous conditions	3	3	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	5	5	11	11



	Mois	Cumul à fin mai		
	Maï	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	313	389	249	249
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	283	283	76	76
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	3	3	2	2
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	8	8	5	5
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	17	63	125	125
Frais de poursuite	2	32	40	40
Frais de justice et d'instance	0	0	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
Divers (F)	159	670	502	502
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	16	144	0	0
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	11	42	41	41
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	38	261	198	198
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	23	23
Frais d'inscription	1	3	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	3	3	4	4
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	1	1
Récupération d'indus	8	9	14	14
Recouvrements après admission en non-valeur	11	70	85	85
Divers versements des Communautés européennes	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	2	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	11	15	15
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	29	45	37	37
Produits divers	31	41	7	7
Autres produits divers	7	34	71	71
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	2 069	4 921	4 334	4 337



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-6 809	-21 930	-23 054	-23 054
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-5 599	-18 597	-17 194	-17 194
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-5	-6	-6
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-15	-15
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle ⁽²⁾	0	0	-151	-151
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-217	-1 109	-2 517	-2 517
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-437	-496	-765	-765
Dotations élu local	-53	-53	-27	-27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	0	-17	-17
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-208	-208
Dotations départementales d'équipement des collèges	-9	-12	-136	-136
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	0	-275	-275
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux ⁽²⁾	0	0	-71	-71
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-1	-1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement ⁽²⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-296	-1 377	-1 054	-1 054
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-105	-140	-395	-395
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-4	-42	-174	-174
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	-48	-48
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽¹⁾	-88	-96	0	0
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales ⁽¹⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union Européenne	-1 435	-10 846	-8 747	-8 747
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-8 244	-32 776	-31 801	-31 801
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	310	493	680	680
Fonds de concours - coopération internationale	34	50	139	139
TOTAL FONDS DE CONCOURS	344	543	819	819

(1) Ligne créée en 2012 (2) Ligne supprimée en 2012



unité : million d'€.

	Mois de mai		Cumul à fin mai					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 891	4 558	23 952	21 525	25 454	22 038	1 502	513
Aides à l'acquisition de véhicules propres(1)	15	42	49	0	96	0	47	0
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	179	103	625	123	525	562	-100	439
Développement agricole et rural	37	77	38	19	98	93	60	74
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale(1)	32	29	63	0	161	0	98	0
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	21	506	40	0	513	0	473	0
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	58	58	114	72	130	183	16	111
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	181	0	816	0	1 320	0	504	0
Participations financières de l'Etat	1	37	845	576	572	0	-273	-576
Pensions	4 367	3 706	21 362	20 735	22 004	21 180	642	445
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	35	20	35	20
Comptes de concours financiers	7 481	3 958	36 758	43 245	14 242	18 061	-22 516	-25 184
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	11	-60	75	29	30	89	-45
Avances à l'audiovisuel public	274	137	1 371	1 343	751	727	-620	-616
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres(2)	0	0	0	240	0	91	0	-149
Avances aux collectivités territoriales	7 206	3 808	35 103	36 850	13 439	12 994	-21 664	-23 856
Avances aux organismes de sécurité sociale(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à des Etats étrangers	0	2	338	4 672	23	218	-315	-4 454
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1	0	6	65	0	4 001	-6	3 936
Comptes de commerce	411	328	22 429	22 466	22 286	22 700	-143	234
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	89	86	291	239	281	210	-10	-29
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	17	55	58	46	54	-9	-4
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	1 045	1 316	1 045	1 316	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	26	82	144	122	214	290	70	168
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	181	139	20 763	20 638	20 689	20 743	-74	105
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	100	0	119	0	0	0	-119	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	0	0	0	0	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	4	12	16	11	13	-1	-3
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement(2)	0	0	0	69	0	68	0	-1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	8	0	6	0	-2
Renouvellement des concessions hydroélectriques(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	436	516	472	62	550	762	78	700
Emission des monnaies métalliques	71	2	92	54	3	83	-89	29
Opérations avec le Fonds Monétaire International	365	508	380	0	541	679	161	679
Pertes et bénéfices de change	0	6	0	8	6	0	6	-8
TOTAL COMPTES SPECIAUX	13 219	9 360	83 611	87 298	62 532	63 561	-21 079	-23 737
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	12 854	8 852	83 231	87 298	61 991	62 882	-21 240	-24 416

(1) mission créée en 2012

(2) mission supprimée en 2012



unité : million d'€.

Trésorerie au 1er janvier 2012	-57 855
Variation de trésorerie	4 112
Solde au 31 mai 2012	-53 743

En raison de la reprise échelonnée des comptes de la gestion 2011, les données issues du système d'information CHORUS n'intègrent pas à ce jour la totalité des comptes du bilan d'ouverture nécessaire à la conception détaillée du tableau des flux de trésorerie habituellement présenté dans la situation mensuelle de l'Etat. Une présentation simplifiée est donc portée dans la présente situation mensuelle.



		Unité : million d'€	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2012
Dépôts de fonds au Trésor		Organismes d'assurance et de réassurance	186	181	367
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
		La Poste	1	0	1
		Autres organismes à caractère financier	138	48	186
	CEPL	Régions	1 297	-714	583
		Départements	5 082	-3 021	2 061
		Communes	18 123	-1 229	16 894
		Hôpitaux	3 221	-61	3 160
		HLM	204	183	387
		Autres CEPL	16 804	-762	16 042
		Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	7 879	1 474
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial		1 702	79	1 781
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel		1 471	870	2 341
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique		523	275	798
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		14 054	175	14 229
	Communautés européennes		877	-120	757
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	74	-3	71
		GIP	338	114	452
		EPL	1 904	508	2 412
Autres correspondants		6 056	-352	5 704	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		2	-2	0	
Intérêts courus sur comptes DFT		90	-92	-2	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 086	126	2 212	
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	4 032	190	4 222	
	Intérêts courus sur comptes à terme	26	-26	0	
Total Passif (A)		86 179	-2 159	84 021	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1	
Découverts des correspondants du Trésor		2	2	4	
Total Actif (B)		3	2	5	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		86 176	-2 161	84 016	



	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2012
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 312 957	54 683	1 367 640
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	887 863	39 106	926 969
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	730 502	30 790	761 292
- <i>taux variable</i>	138 497	7 963	146 460
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	247 298	16 455	263 753
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	238 743	15 517	254 260
- <i>taux variable</i>	8 366	916	9 282
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	177 796	-878	176 918
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	238	-1	237
Dettes exigibles	238	-1	237
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	238	-1	237
Autres emprunts (C)	6 492	-891	5 601
TOTAL (A+B+C)	1 319 687	53 791	1 373 478



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2011 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2011 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2012.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R & D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire limitée à 20 jours par la loi organique relative aux lois de finances).

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.